



OBSERVATIONS DE LA FNCCR
SUR LE DOCUMENT DE L'ARCEP SOUMIS À CONSULTATION :
*ORIENTATIONS de l'ARCEP suite à la première phase des travaux
d'expérimentation et d'évaluation relatifs à la mutualisation des réseaux
en fibre optique*

Le 12 mai 2009

Question : l'Autorité invite les acteurs à commenter la démarche de l'Autorité en dehors des zones très denses ainsi que les modalités d'implication des collectivités territoriales dans la mise en œuvre de la mutualisation.

1/ Les zones très denses sont présentées comme étant celles où plusieurs opérateurs voudront être présents simultanément, les autres zones étant celles où l'intervention des collectivités locales sera nécessaire pour les faire venir. Ce faisant, l'Arcep semble considérer comme inévitable, voire l'approuver, l'écrémage du territoire par les opérateurs. Sont en effet mélangés dans cette présentation des considérations techniques (point de mutualisation plus ou moins proche des habitations) et des considérations financières (mise en place de RIP par les collectivités). Ne pourrait-on orienter les opérateurs vers une solidarité, soit dans leurs comptes internes soit par une redistribution des ressources opérée par la collectivité, entre zones très denses et zones moins denses, et n'envisager l'intervention des RIP qu'en dernier ressort, c'est-à-dire dans les zones les plus défavorisées ?

2/ A l'appui du point précédent, la FNCCR signale à l'ARCEP qu'elle réfléchit actuellement à la péréquation des infrastructures publiques de communications électroniques et qu'elle ne manquera pas de transmettre ses propositions.

3/ L'article L. 33-7 du CPCE, créé par l'article 109 V de la loi LME du 4 août 2008, a introduit dans le code la notion de gestionnaire d'infrastructures, qui est l'une des modalités possibles d'intervention des collectivités et de leurs groupements en matière de déploiement de la fibre optique, et qui est néanmoins distincte de la notion de gestionnaire du domaine public. Il conviendrait donc de compléter :

« ... à travers la mise en place ou l'extension d'un réseau d'initiative publique, ou tout au moins l'information sur les infrastructures utilisables voire leur création, ou sous d'autres formes d'intervention. »

3/ S'il faut comprendre que, dans les zones peu denses, les réseaux d'initiative publique pourraient aller jusqu'au point de mutualisation, la structure de ces réseaux pourrait-elle dépendre de la technique P2P ou PON choisie par l'opérateur ?
